Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 129 (1984)
Heft: 12

Artikel: Avertissements
Autor: Meuron, Luc de
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348642

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Avertissements

par Luc de Meuron

Dans *Le Monde* du 9 octobre dernier, le général français Pierre Billotte, ancien ministre gaulliste de la Défense, considérait «la possibilité de plus en plus grande d'un malentendu entre l'Est et l'Ouest» comme la question essentielle de cette fin du XXe siècle. C'était définir nettement la nature du risque majeur qui pèse sur le maintien des actuels rapports de forces plus ou moins équilibrés existant entre les Etats-Unis et l'URSS. C'était en même temps inciter tous les pays — dont le nôtre — situés dans des zones stratégiques particulièrement névralgiques à prendre avec lucidité toutes les mesures nécessaires pour empêcher que ne se produise ce tragique «malentendu».

Car, a insisté le général Billotte, ces «menaces ne sont pas vaines et théoriques». Et de citer le fait que la Suède, «un neutre paisible et n'appartenant à aucun système d'alliances», est l'objet non d'«erreurs de navigation, mais d'une série de tests s'inscrivant dans un plan global très précis de la part de l'état-major» soviétique. On ne saurait mieux caractériser le genre d'état de non-guerre où se trouvent plongés l'Europe occidentale et, naturellement, notre pays, lui aussi «un neutre paisible».

A l'appui de ces appréciations, le général français a cité le jugement porté sur cette situation générale par le président de la République lui-même, François Mitterrand, qui, dans un entretien avec lui, a souligné «combien le péril à l'Est lui paraissait chaque jour plus inquiétant». Ce jugement a été en quelque sorte corroboré par les propos tenus par M. Deng Xiaoping à l'occasion de la célébration du 35e anniversaire de la République populaire de Chine: «Dans une situation internationale qui se dégrade sérieusement, nous devons renforcer notre défense nationale.» Cela a été dit sur un ton de confiance tranquille, car, a-t-il ajouté: «Notre politique (...) est profondément enracinée dans le cœur de tous les descendants de l'empereur jaune (le fondateur mythique de la Chine).»

*

* *

Ainsi, à l'heure où le maître de la Chine rattache à juste titre l'action de défense de son pays à son passé le plus ancien, fût-il légendaire, certains de nos historiens suisses se font fort, sous prétexte d'écrire une *Nouvelle histoire de la Suisse*, de démontrer la non-existence de notre Guillaume Tell. Ils ignorent, ces malheureux, que l'Histoire d'un pays, c'est aussi, c'est surtout, celle de ces puissants mouve-

ments de pensée créatrice et de volonté collective qu'ont nourris des actes de foi dans un passé qui n'est inexistant que pour les rationalistes sans passion qu'ils s'affichent ainsi. Ces gens-là sont, en effet, incapables de comprendre qu'une croyance populaire «enracinée», pour parler comme Deng Xiaoping, dans le cœur d'un peuple est source d'énergie vitale et, de plus, constitue un **fait** historique aussi réel et indiscutable qu'une bataille ou un changement de gouvernement.

Or, c'est précisément ce que refusent de comprendre tant de nos prétendus superintellectuels (professeurs, écrivains, journalistes) qui, tels des anatomistes au cœur sec, se complaisent à disséquer notre passé en éliminant de leur prétentieux diagnostic tout ce qui relève du sentiment. La patrie, dont le mot même est si souvent mis de côté, voire ridiculisé, en est la première victime.

Faudrait-il donc que, pour en revenir à une saine perception de leur appartenance à notre communauté fédérale, certains de nos concitoyens aient besoin de recevoir des leçons qui leur viendraient de l'étranger? Ainsi, c'est François Mitterrand qui, récemment, n'a pas hésité, lui, à parler publiquement de «la patrie». Ce sont les Allemands de la RFA et de la RDA qui, malgré leurs comportements contradictoires, témoignent de leur volonté de reconstituer la nation allemande, c'est-à-dire de retrouver une patrie commune. C'est Margaret Thatcher, ce modèle vivant d'énergie nationale, qui, sainement, n'éprouve aucune honte à faire passer ce qu'elle estime être les intérêts de la Grande-Bretagne avant tous les autres.

*
* *

Mais c'est peut-être aux Etats-Unis que s'est produit le plus spectaculaire retournement. Un rédacteur du *Monde*, André Fontaine, a pu écrire récemment (le 29 septembre) à propos du comportement des athlètes noirs aux Jeux olympiques: «A Mexico, en 1958, plusieurs d'entre eux avaient levé le poing en montant sur le podium. Rien de tel à Los Angeles: Carl Lewis et ses camarades sont fiers de leur patrie et heureux d'ajouter à sa gloire.» Et Fontaine continue en ces termes lourds de sens prometteur: «La patrie: Eh oui! le patriotisme est de nouveau à la mode et les maternités débordent de clientes, le taux de natalité remonte. Les drapeaux se vendent comme des petits pains. Les femmes s'apprêtent à voter massivement à droite. Le nombre des candidats aux trois principales écoles militaires s'est accru de 59% en quatre ans. 71% des soldats de métier remplent au bout de leur engagement.»

Et, bien entendu, à Moscou, on continue à exalter les vertus civiques et militaires. Tel Constantin Tchernenko qui exige que l'on accorde «sans cesse plus d'attention aux thèmes militaires et patriotiques». Ainsi, partout dans le monde, on affirme clairement, sans

perpétuels faux-fuyants, la nécessité d'assurer la sécurité matérielle et morale du peuple auquel on appartient, parce qu'une volonté commune d'être et de vivre est seule garante de l'avenir; n'en déplaise à nos pacifistes intellocrates qui ne cessent d'enseigner un internationalisme d'abstraction en ressassant des slogans de prêchi-prêcha dénués, en fait, de toute consistance réelle! Mais cela serait sans grande importance si ces apôtres du défaitisme, ces masochistes toutes catégories, ne risquaient pas à la longue de faire croire dans certaines capitales étrangères qu'une partie de notre peuple en serait arrivée au point de ne plus vouloir défendre par tous les moyens notre indépendance et nos libertés.

*
* *

De plus, ces «braves» gens, qui, souvent, ignorent tout des réalités internationales actuelles, ne cessent de parler de la nécessaire «ouverture de la Suisse au monde», c'est-à-dire du Tiers-Monde, comme si, plus que nombre d'autres, notre pays, depuis des dizaines d'années, n'avait pas été très largement et efficacement «ouvert au monde».

Si bien qu'on est en droit de se demander si ce rappel constant de nos devoirs internationaux que nous remplirions si mal n'a pas pour but de nous détourner d'une autre ouverture, de notre ouverture **sur** le monde, c'est-à-dire sur les pays, nos voisins immédiats en particulier, dont la politique intérieure et extérieure peut avoir les conséquences les plus graves pour la défense de nos intérêts vitaux. Car c'est au nord-est de la Suisse que se livre une permanente et dure épreuve de forces par Allemands interposés entre les deux superpuissances. Oublierait-on vraiment que, depuis près de quarante ans, l'Allemagne, divisée par la volonté des vainqueurs de 1945, est dans un état d'armistice, auquel aucun traité de paix n'est, à vues humaines, sur le point de mettre fin?

Certes, la paix a été jusqu'ici sauvegardée dans ce centre stratégique de l'Europe grâce à la dissuasion nucléaire que certains bavards dénoncent avec une rare incompétence. Ce qui, heureusement, n'est pas le cas d'un Laurent Fabius, premier ministre français, qui, devant l'Institut des hautes études de la défense nationale, a déclaré le 17 septembre dernier: «Ce serait un leurre que d'abandonner les bases de la dissuasion qui a permis à notre monde d'éviter un conflit mondial au cours de ces quarante dernières années. On ne manquera pas de spéculer sur la crainte légitime que suscite l'arme nucléaire pour présenter ce leurre aux opinions publiques sous couvert de progrès technologiques.» Mais la volonté actuelle de Washington et de Moscou de sauvegarder les fondements de cette dissuasion n'empêche en rien l'accentuation d'une pression politico-militaire, tant améri-

caine que soviétique, sur la ligne qui, coupant l'Allemagne en deux, en fait de même pour l'Europe, à trois cents kilomètres de nos propres frontières.

*
* *

L'ouverture **sur** le monde, c'est, pour nous Suisses, la nécessité d'être pleinement conscients qu'à l'Est, et spécialement au sein de la RDA, avant-poste, porte-avions et tremplin de la communauté des Etats membres du Pacte de Varsovie, se poursuit un effort de militarisation qui n'a son pareil que dans l'Union soviétique elle-même. La célébration à grand fracas du 35e anniversaire de la fondation de la RDA a été marquée en particulier par un impressionnant défilé militaire: plus de 2500 soldats, accompagnés de véhicules lance-missiles et de chars avec, pour la première fois, des missiles sol-mer dont sont munis les bâtiments de la marine est-allemande.

Le correspondant du *Monde* à Berlin-Est qui a donné le 9 octobre ces renseignements n'a pas manqué de souligner «le caractère plus nettement nationaliste et patriotique qu'à l'accoutumée des manifestations organisées pour cet anniversaire». Il a ensuite affirmé que le Kremlin était résolu à «rendre à l'Allemagne de l'Est son vrai visage: celui d'un élément essentiel du dispositif soviétique en Europe». Nous sommes ainsi revenus au temps d'une Prusse étroitement alliée à la Russie, comme après la signature de la convention prusso-russe de Tauroggen (30.12.1812).

De plus, cet été, Moscou, ne s'embarrassant d'aucun scrupule de conscience, n'a pas hésité à donner au monde une nouvelle leçon de froid réalisme politique. «Pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre mondiale, écrit Guillemé Brulon dans le *Figaro* du 29 septembre, le cadavre du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 était exhumé en grande pompe de son sinistre placard. De quoi s'agissait-il? D'esquisser un vaste mouvement tournant destiné à justifier les actes présents par ceux du passé qui se sont montrés ‹corrects›, ‹justifiés›, et ont permis à l'Union soviétique de remporter la victoire en 1945. Sans se décontenancer, en effet, (le quotidien) *Russie soviétique* a même comparé Adolf Hitler à MM. Reagan et Kohl: ‹Le président Reagan et M. Kohl mesurent-ils qu'en se rendant complices de l'accumulation d'armes nucléaires en Europe et en mettant en cause les accords passés pendant la guerre (...), ils ne font que reprendre les méthodes de Hitler?›»

Tout cela ne signifie évidemment pas que l'URSS serait déjà décidée à en découdre militairement, et dès maintenant, avec l'OTAN, mais cela démontre à l'évidence que Moscou s'est décidé à jouer une partie décisive. Tout laisse entendre que les Soviétiques posent le plus de jalons possible, et de nature diverse, en vue d'un nouveau marchandage, mondial cette

fois, d'un super-Yalta doublé d'un super-Helsinki qui permettrait à l'URSS de consolider toutes les positions qu'elle a réussi à s'assurer dans le monde entier par sa diplomatie, sa politique d'alliances politico-militaires et par son travail d'infiltration et de sape dans de nombreux Etats.

Dans cette magistrale partie de poker qu'elle a un intérêt évident à jouer avant que les Américains disposent dans quelques années d'une puissance militaire qui soit nettement supérieure à la sienne dans tous les domaines, l'URSS ne manque pas d'atouts, même de monnaies d'échange. D'ores et déjà, on ne risque pas de se tromper en affirmant que l'un de ses objectifs majeurs est d'empêcher que ne se constitue un jour une puissante confédération européenne. Tout sera donc fait pour maintenir, accroître la division parmi les Etats de l'Europe occidentale qui, il est vrai, ne sont guère en train de renforcer sérieusement leurs liens, et cela sur tous les plans. C'est ainsi qu'une fois de plus se vérifie la loi historique suivant laquelle une grande puissance impérialiste ne saurait tolérer à ses frontières mêmes l'existence d'un grand Etat (ou d'un groupe d'Etats unis) qui pourrait exercer un jour ce qu'elle estimerait être une pression intolérable sur ses propres frontières.

*

* *

Inutile, par conséquent, de se demander longtemps pourquoi Moscou cajole les «Verts» allemands qui, comme l'a écrit Jean-Paul Picaper, l'excellent connaisseur des affaires allemandes du *Figaro* (2 octobre), «font de plus en plus figure de courant puissant, bien implanté dans le pays et capable de subjuguer l'‹âme allemande›. Car, non contents d'étendre leur propre influence en remportant toujours plus d'indéniables succès électoraux, ils font pression sur les sociaux-démocrates de Willy Brandt qui se savent incapables de revenir au pouvoir à Bonn sans avoir signé préalablement un pacte de mort avec le diable vert. De mort, car le but des écologistes germaniques est très simple: il s'agit de «rendre l'Etat ingouvernable», en s'en prenant aux assises politiques, économiques et sociales de la RFA; car, comme l'a écrit le même J.-P. Picaper dans un autre article, «leur hyper-démagogie (...) attire une clientèle en nombre croissant, intellectuels férus d'abstractions, en grande majorité enseignants, et les jeunes formés au moule de ces derniers».

Il n'est donc pas exclu que, lors des prochaines élections au Bundestag, la RFA, affaiblie dangereusement par certains scandales, rebascule dans l'aventure. En effet, en cas de victoire, les Verts et les Roses-Rouges décréteraient immédiatement la sortie de l'Allemagne de l'Ouest de l'OTAN, provoquant ainsi au cœur du continent un périlleux vide militaire. Nous en subirons aussitôt les plus graves répercussions, puisque notre frontière

septentrionale nous mettrait directement en contact avec un Etat neutraliste qui offrirait à l'URSS une très inquiétante gamme d'interventions de toute nature. Moscou gagnerait ainsi en Europe la troisième guerre mondiale sans que ses soldats aient dû tirer un seul coup de fusil.

*
* *

Certes, il faut se garder de dramatiser cette situation dès maintenant. Mais il n'en reste pas moins qu'en vertu d'un phénomène d'osmose, la Suisse peut, et même sans victoire de la coalition vert-rouge, subir des pressions nocives en raison des liens parfois étroits qui existent entre pacifistes, écologistes et tiers-mondistes allemands et suisses. Pourtant, il ne paraît pas que la plupart de nos hommes politiques et de nos journalistes soient vraiment préoccupés de ce qui peut se passer demain au nord de notre pays. Les problèmes relatifs au Tiers-Monde (tarte à la crème de nos grandes consciences), au désarmement (toujours plus aléatoire), à la collaboration internationale (sans cesse remise en question) accaparent les esprits de nombre d'entre eux qui en sont venus à rejeter au second plan l'examen de questions essentielles qui concernent notre sécurité matérielle et morale d'Etat libre et indépendant.

Pourtant, les avertissements ne manquent pas. Deux d'entre eux méritent d'être encore mis en vedette, quoique d'une nature différente, mais tous deux significatifs de la politique qu'entend suivre l'URSS sous la direction de l'actuel secrétaire général du Parti communiste.

Et tout d'abord celui-ci : le 6 septembre dernier, l'opinion internationale a été quelque peu ébahie d'apprendre que le maréchal Ogarkov, chef d'E.M. des forces armées soviétiques et premier vice-ministre de la Défense, avait été libéré de ces deux fonctions, sans que l'on ait vu clairement quelle pourrait être sa nouvelle affectation. S'agissait-il d'un simple limogeage, parce qu'en développant certaines thèses stratégiques, il aurait déplu à son supérieur, le maréchal Oustinov, et aux principaux dirigeants du Parti? Il avait, en effet, affirmé il y a peu «que le véritable défi, à l'heure actuelle, résidait dans le développement d'armes classiques de très grande précision, susceptibles de frapper non seulement les unités au combat, «mais même celles qui se trouvent loin à l'intérieur du territoire ennemi» (Guillemé Brulon, dans *le Figaro*, 6 octobre). On ne sait donc rien de précis. Toutefois, un hebdomadaire britannique militaire, le *Jane's*, n'a pas hésité à affirmer que le maréchal Ogarkov aurait été nommé responsable de la stratégie militaire soviétique, en temps de paix; des opérations sur le théâtre ouest-européen, en temps de guerre. Ce qui, à l'évidence, signifie que l'URSS n'exclut pas l'éclatement d'un conflit, localisé ou pas, sur le terrain européen, et cela dans un délai plus ou moins rapproché.

Le second avertissement réside dans une non moins récente déclaration d'Erich Honecker, numéro un de la RDA, qui a rendu «hommage à Staline, cofondateur de la RDA»! Ce propos se passe de tout commentaire. On est ainsi bien loin de l'époque où Nikita Khrouchtchev fustigeait les crimes de Staline et remplaçait le nom de Stalingrad par celui de Volgograd!

*
* *

Tout est possible désormais. C'est pourquoi certaines critiques, certaines attaques contre la préparation militaire et morale de notre pays deviennent intolérables. Si nos autorités politiques agissent en général comme il convient, à commencer par le Conseil des Etats qui, à l'unanimité, a voté l'acquisition en un seul lot de 380 chars Léopard 2; si le chef de l'E.M. général de notre armée a déclaré avec force le 23 octobre qu'«en tant que Confédérés, il est de notre devoir de nous opposer à ceux dont les activités en temps de paix sont déjà à la limite de la trahison», on ne saurait dire que certains de nos responsables politiques et de nos journalistes agissent avec la même énergie. La volonté de paix de notre pays ne serait qu'un signe de faiblesse et de démission si elle ne se concrétisait pas par des actes qui témoignent en tout temps de notre volonté de résistance à toutes les menaces. Car c'est notre peuple tout entier qui est concerné. Personne n'a le droit de l'oublier.

L. de M.

«LA FORTERESSE»

organe officiel de la Société des troupes de forteresse de la Suisse romande

fête ses 60 ans de parution et revêt une nouvelle présentation.

Tous les vœux de la RMS!

(Demandes d'adhésion auprès du colonel W. Vauthey,
président central STFSR,
route d'Yverdon 24, 1510 Moudon.)